

Législatives du 6 octobre/Siège unique commune de Mounana et canton Lekedi-Leyou

Un ticket Udis/PDG

J.K.M

Libreville/Gabon

Face aux enjeux politiques, le président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale, Hervé-Patrick Opiangah, mènera la bataille des Législatives au compte du Parti démocratique gabonais à Mounana.

AU lendemain de l'investiture du président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (Udis), Hervé-Patrick Opiangah, comme candidat du Parti démocratique gabonais (PDG) aux élections législatives du 6 octobre prochain, au siège unique de la commune de Mounana et canton Lekedi-Leyou, des interrogations fusaient de toute part pour savoir s'il avait intégré les rangs du PDG et démissionné de sa formation politique. Il n'en est rien. En réalité,

selon certains, l'investiture d'Hervé-Patrick Opiangah ne serait que la résultante de certaines règles régissant la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). En ce sens que, selon eux, au vu des enjeux politiques dans certaines localités, le PDG peut être amené à former des alliances avec ses alliés. Et que, tout compte fait, c'est cette logique qui a prévalu à Mounana et dans certaines circonscriptions politiques (Lire ci-dessous). Ce qui revient à dire qu'au scrutin législatif du 6 octobre prochain, Hervé-Patrick Opiangah devrait avoir pour suppléant un militant du PDG et qu'il demeure, bel et bien, président de l'Udis. Dans tous les cas, la conquête de ce siège s'annonce des plus épiques. Vu qu'il se susurre que l'opposition pourrait également, à l'occasion, investir un ticket Union nationale (UN)/Démocrates.

Le président de l'Udis, Hervé-Patrick Opiangah, investi par le PDG au siège unique Mounana, canton Lekedi-Leyou.



Photo : Wilfried MBINAH

Législatives 2018/Candidats PDG

Des choix à l'aune du renouveau ?

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Même si l'on peut observer que des changements importants sont intervenus dans certaines localités, les équilibres entre "anciens" et "nouveaux" constituent une alchimie dont l'objectif est certainement d'amener les candidats retenus à démontrer leurs capacités à convaincre les populations de leur accorder leurs suffrages. Toutefois, dans un contexte d'opposition systématique, avec des nouveaux enjeux et une opposition composée en majorité d'anciens "camarades", rien ne laisse penser que l'issue de ce scrutin qui s'annonce très disputé, sera à l'avantage du parti au pouvoir.

LE Parti démocratique gabonais (PDG) a rendu public, hier, la liste de ses candidats aux élections législatives du 6 octobre prochain. Comme en pareille circonstance, il y a eu beaucoup de grincements de dents. Même si rien n'est acquis, les heureux challengers retenus n'auront, sans nul doute, pas manqué d'exprimer leur joie. Pour cela, il aura suffi d'aller sur les réseaux sociaux, les pages Facebook de certains, pour constater les nombreuses marques de gratitude exprimées à l'endroit du "Distingué camarade président" Ali Bongo Ondimba. C'est dire que jusqu'au bout, le suspense aura été garanti. Mais,

quelles leçons retenir ? D'abord, hormis l'absence (surprenante !) de certaines figures de proue, le gros du contingent des Ancien a été gardé. La preuve en est le nombre très élevé, - une vingtaine -, des membres du gouvernement qui vont prendre d'assaut leurs circonscriptions électorales respectives. Emmanuel Isoze Ngondet, Clotilde Chantal Mboumba Louey, Régis Immongaut, Madeleine Berre, Denise Mekam'ne, Julien Nkoghe Bekale et autres sont partants pour défendre les couleurs de leur chapelle politique afin de lui donner une majorité à l'Assemblée nationale, avec l'espoir non moins visible de revenir au gouvernement, une fois élus. Cette liste de candidats obéit également à une certaine réalité de terrain qui laisse penser que tout n'est pas gagné partout. C'est notamment le cas des provinces comme l'Ogooué-Lolo où des "camarades" positionnés ont la mission de ruiner les ambitions politiques des "nouveaux" opposants dont la figure de proue est aujourd'hui Guy Nzouba Ndama et son parti Les Démocrates. D'ailleurs, selon de nombreux observateurs, l'ancien président de l'Assemblée nationale viserait le siège du deuxième arrondissement de la commune de Koula-Moutou. Il abandonnerait le siège du canton Lolo-Wagna à un de ses poulains. C'est pourquoi le Parti a investi des poids lourds comme Blaise Louembe et Jean Massima

pour faire barrage aux ambitions de l'ex hiérarque du PDG à Koula-Moutou, son berceau. De même dans la commune de Lambaréné, dans la province du Moyen-Ogooué, le PDG a fait le choix de Madeleine Berre au détriment du nouveau gouverneur de la province du Woleu-Ntem, pourtant vainqueur de l'élection de membre du Bureau politique contre le dinosaure de la localité, Richard-Auguste Onouvié. Il va sans dire que le précepte, «la discipline est l'apanage du bon militant», est plus que jamais d'actualité dans la ville d'Albert Schweitzer. La question que d'aucuns se posent, depuis ce week-end et hier, est celle de savoir si ces "Cadors", du moins leurs fidèles, vont s'aligner sur cette décision du parti. Là encore rien n'est moins sûr. Si la province de l'Estuaire reste dans toutes les incertitudes, le PDG aura maintenu les grands équilibres dans le choix de ses candidats. Paul Biyoghe Mba, Julien Nkoghe Bekale, Aurélien Ntoutoume et Jeanne Mbagou sont les principaux tickets pdgistes estuariens. L'objectif de la formation au pouvoir étant de garder la main dans un espace géopolitique très disputé. Dans les autres provinces, tout semble avoir été fait, à l'aune du renouveau, pour assurer la majorité au PDG. En tous les cas, seule la réalité du terrain devra convenir de la pertinence du choix de ses instances dirigeantes.

CRÉDIT CONFORCA
ENVIE DE S'ÉQUIPER
CHEZ ORCA ? ECOBANK EST LÀ !

Jusqu'au 30 septembre 2018
 ECOBANK fête avec vous l'arrivée d'Orca au Gabon ! Profitez d'un crédit exceptionnel pour financer vos achats chez le géant de l'équipement maison ! Informations en magasin ou sur ecobank.com

ecobank.com
Ecobank
 La Banque Panafricaine